

Unité Départementale Aube – Haute-Marne TROYES, le 6 août 2025

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 25 - 439

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVEAL

Zone Industrielle

10510 MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE

Code AIOT : 0005702015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 juillet 2025 dans l'établissement SEVEAL implanté Zone industrielle - 10510 MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVEAL
- Zone Industrielle - 10510 MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE
- Code AIOT : 0005702015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Ce site implanté à MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE est un dépôt dont l'activité principale réside dans le stockage de produits agropharmaceutiques. Les principaux mouvements de ces stocks interviennent lors de la réception, le stockage, la préparation et l'expédition des produits phytosanitaires et autres produits divers (quincaillerie). Ces produits sont ensuite transportés vers les coopératives adhérentes ou les magasins professionnels de revente de la région. Aucune opération de fabrication ou de mélange n'intervient dans l'établissement.

Il fait partie du groupe SEVEAL créé en 2007 à l'initiative de quatre coopératives agricoles, CHAMPAGNE CEREALES, COHESIS, NOURICIA et EMC2, dans un but de rationalisation structurelle (coûts logistiques, rationalisation des stocks et des magasins) et économique (baisse des coûts, compétitivité des prix). La société SEVEAL est devenue ainsi le premier acheteur d'intrants agricoles de France. Le groupe dispose de trois sites : LA VEUVE (51), LUDRES (54), établissements Seveso haut au titre de la directive Seveso 3, et celui de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE (10) classé Seveso seuil bas.

Ce site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89/4052A du 30 novembre 1989, l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015119-0005 du 29 avril 2015 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2023296-0001 du 23 octobre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compatibilité chimique	AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Travaux bassin de rétention	AP de Mise en Demeure du 24/02/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le retour à la conformité de l'exploitant vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/04/2023. Toutefois, sans détecter de non-conformité lors de la visite, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur un produit pouvant s'avérer incompatible avec des produits potentiellement stockés dans cette cellule.

La visite d'inspection a également permis de faire un point d'avancement vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2025. Ainsi, les travaux déjà commencés et le planning présenté à l'inspection des installations classées permettraient à l'exploitant de revenir en conformité dans le délai prévu par l'arrêté de mise en demeure susvisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité chimique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimique

Prescription contrôlée :

La société SEVEAL est mise en demeure pour son entrepôt situé sur le territoire de la commune de MAIZIÈRES LA GRANDE PAROISSE de respecter les dispositions suivantes, dans les délais de :

- trois mois, les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2015 relatif au stockage par classe de dangers ;

Constats :

Lors de la visite de la cellule 2, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'affichages, de part et d'autre de la cellule, sur les racks indiquant le stockage d'acides forts inflammables et de bases fortes inflammables. Toutefois, l'exploitant indique que le caractère inflammable de ces produits l'oblige à les stocker dans cette même cellule. De plus, il ajoute que ces produits sont marginaux face aux autres produits.

L'exploitant a présenté l'état de stock des produits du site à la date du 03/07/2025. Sur le site, il est recensé :

- Acides forts non inflammables : acide phosphorique (160 L), YaraVita™ Solatrel™ (10 L), Flordimex® Extra (350 L), Adenfo® Xtra (3 L)
- Bases fortes non inflammables : Humifirst® (60 L), Astelis® (3 290 L), Genaktis® (90 L)
- et un total de 5 093 L de liquides inflammables

Lors de la visite de la cellule 2, il a été demandé par échantillonnage les FDS des produits suivants :

- FIANAKY®, incompatible avec les bases fortes et acides forts (§10.5)
- FOLY'R®, sans indication concernant les incompatibilités
- HELIOSOUFRE® S, sans indication concernant les incompatibilités
- K-OBIOL® CE 25 PB, sans indication concernant les incompatibilités
- TOTENKA®, incompatible avec les bases fortes et acides forts.

En salle, l'exploitant a présenté, via le logiciel REFLEX, le stock instantané de la cellule 2. L'une des colonnes du logiciel précise le type de produits. Aussi, il est constaté que pour la cellule 2, les produits appartiennent à la catégorie F14, F43, F50 désignant des solides inflammables mais également L06 pour les liquides inflammables. L'exploitant présente ensuite le stock de la cellule 1 avec les produits A07, A20 ou A32 pour les acides forts, dont l'acide phosphorique et le Flordimex®. Pour la cellule 3, il est constaté la présence de bases fortes sous la catégorie B32, tel qu'Astelis®.

L'exploitant a justifié le caractère peu représentatif des acides forts et bases fortes en présentant le fichier « audit stockage matière 2025 02 11 ». L'exploitant a réalisé l'inventaire des produits : les bases fortes répertoriées le 14/07/2024 et le 15/01/2025 représentent au plus 3,55 tonnes, et les acides forts représentent 9,359 tonnes. Les volumes ne diffèrent pas entre les deux dates.

L'exploitant précise également avoir l'intention de s'équiper prochainement de bacs de rétention pour isoler les acides forts inflammables et les bases fortes inflammables entre eux dans la cellule 2.

Enfin, l'inspection des installations classées note que :

- l'exploitant est susceptible de stocker des acides forts et bases fortes inflammables dans la cellule n°2 bien que, lors de la visite, aucun de ces produits n'y était présent ;
- lors du rangement des références, le logiciel fournit automatiquement à l'opérateur l'emplacement à respecter ;
- par échantillonnage durant la visite de la cellule 2 et sur le logiciel REFLEX, il n'a pas été constaté de présence d'acides forts et bases fortes inflammables ;
- l'échantillonnage a montré que les produits FIANAKY® et TOTENKA® sont incompatibles avec les acides forts et bases fortes ;

L'exploitant s'est engagé à s'équiper de bacs de rétention pour isoler les matières entre elles. Par conséquent, le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate le retour à la conformité de l'exploitant. Ce retour à la conformité entraîne la levée de la mise en demeure du 17/04/2023.

Toutefois, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur :

- l'incompatibilité relevée du FIANAKY® et TOTENKA® vis-à-vis des deux typologies de produits potentiellement stockés dans cette cellule ;
- la possibilité que des produits d'une même typologie (acides ou bases) puissent être tout de même incompatibilité entre eux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Travaux bassin de rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/02/2025, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société SEVEAL est mise en demeure pour son entrepôt situé ZI « La Glacière » - RN 19, 10510 MAIZIÈRES-LA-GRANDE-PAROISSE d'assurer l'intégrité et l'étanchéité du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie, conformément aux alinéas 9 et 10 de l'article 22 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2015, sous 6 mois.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté le retrait des cuves et le rebouchage de l'ancienne rétention. De plus, le terrassement du bassin a été réalisé pour un volume d'environ 1 000 m ³ vis-à-vis d'un besoin en eau inférieur à 900 m ³ . L'exploitant a présenté les bâches qui seront installées à partir du 15/07/2025. Les travaux reprendront ensuite jusqu'au 30/07/2025 pour la mise en place de ces bâches et le raccordement gravitaire depuis l'arrière de la cellule n°3. Au vu du planning annoncé par l'exploitant, le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie devrait être fonctionnel dans le délai encadré par la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite